

AUDITION DE ROMAIN NADAL
ambassadeur de France au Venezuela

Intervention du sénateur Olivier Cadic

Monsieur l'Ambassadeur,

Je souhaite tout d'abord vous exprimer au nom du groupe Union Centriste notre sincère reconnaissance pour votre action en qualité d'ambassadeur de France au Venezuela mais également pour celle de toute votre équipe au sein de notre représentation.

Vos prises de position courageuses font honneur à notre diplomatie mais également à notre pays.

Nous ne pouvons pas ignorer que vous êtes personnellement la cible d'attaques de la part du régime de Nicolas Maduro et cela depuis plusieurs mois.

Nous sommes de fait extrêmement préoccupés par votre sécurité mais également celle de nos ressortissants au Venezuela.

Pouvez-vous nous dire combien de compatriotes sont toujours présents sur place et nous informer sur leur niveau de sécurité ?

L'économie est pratiquement à l'arrêt, l'Etat approche certainement de la ruine. Il devra perdurer sans moyen.

94 % des Vénézuéliens vivent en situation de pauvreté provoquant un exode massif.

Pour illustrer l'effondrement de la qualité de vie des vénézuéliens, un dessin humoristique circule :

On y voit deux personnages en train de cuire dans une marmite avec l'un disant à l'autre : « Tu ne crois pas qu'une partie de notre problème est notre résilience excessive ? ».

Une partie de leur problème est assurément la résilience excessive de Nicolas Maduro et d'un Etat où des groupes criminels font partie des forces de l'ordre.

Le 26 mai, le Tribunal Suprême de Justice aligné sur le régime illégitime de Nicolas Maduro a orchestré un nouveau coup contre Juan Guaido, Pdt de l'Assemblée nationale et Pdt du Venezuela par interim en prétendant conférer la présidence de l'AN à Luis Eduardo Parra.

Cette tentative de prise de contrôle infructueuse et antidémocratique de l'institution a fait réagir presque immédiatement la présidente de l'Union interparlementaire, Gabriela Cuevas Barron.

Elle a souligné la grave menace qu'elle représente pour l'Assemblée nationale et ses députés et a noté que la fermeture de l'Assemblée nationale constituerait une violation de la démocratie et des droits de l'homme.

Est-ce que la France a réagi officiellement pour dénoncer cette nouvelle manœuvre comme l'ont fait d'autres pays et allons-nous prendre une initiative sur la Venezuela à la faveur de notre présidence du conseil de sécurité des Nations Unies ?

À l'image de la résolution votée par le Sénat le 30 octobre 2019 pour le renforcement des sanctions contre les responsables des violations des droits humains au Venezuela, nous croyons que les tentatives précédentes de la communauté internationale pour attirer l'attention sur les abus de pouvoir du régime de Maduro ont réussi à protéger des vies au Venezuela.

Pensez-vous que de nouvelles résolutions du Parlement français sur le Venezuela pourraient être utiles, et si oui lesquelles ?

Pensez-vous qu'une transition démocratique que nous appelons de nos vœux soit encore possible ?